



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. générale
6 octobre 2011
Français
Original: anglais

Conférence générale

Quatorzième session

Vienne, 28 novembre-2 décembre 2011

Point 10 b) de l'ordre du jour provisoire

Situation financière de l'ONUDI

Situation financière de l'ONUDI

Rapport du Directeur général

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 30 septembre 2011.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général	1	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2010-2011.....	2-8	3
III. Contributions.....	9-10	3
IV. Droit de vote	11-12	4
V. Plans de paiement pluriannuels	13	5
VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres	14	5
VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget	15	6
VIII. Mesures à prendre par la Conférence	16	6
 Annexe		
État des contributions au budget ordinaire		7



I. Aperçu général

1. La situation financière au 30 septembre 2011 peut, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit:

- a) Les dépenses brutes au titre du budget ordinaire, à hauteur de 77,7 %, représentaient un niveau légèrement supérieur à celui correspondant à la même période de l'exercice biennal précédent, soit 76,2 %;
- b) Les dépenses engagées au titre du budget opérationnel se montaient à 17,0 millions d'euros pour la période considérée. Les remboursements au titre des dépenses d'appui et les autres recettes se chiffraient à 12,4 millions d'euros à la fin de 2010 et à 9,1 millions d'euros pour le troisième trimestre 2011;
- c) Les dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments se montaient à 36,8 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur;
- d) Le montant des ressources de trésorerie au titre du budget ordinaire (y compris le Fonds de roulement) s'établissait à 51,5 millions d'euros, contre 65,5 millions d'euros au 30 septembre 2010 et 65,6 millions d'euros au 30 septembre 2009; cette différence notable était due au fait que d'importantes contributions n'avaient pas encore été versées à la fin de la période considérée, soit septembre 2011. Il convient de signaler que ces importantes contributions ont été versées en octobre 2011;
- e) Le taux de recouvrement des contributions pour 2011 au 30 septembre se situait à 75,6 %, contre 83,2 % en 2010 et 86,1 % en 2009. Cependant, au 1^{er} octobre 2011, le taux pour l'année en cours est monté à 82,2 % après réception de contributions supplémentaires;
- f) Le taux de recouvrement des arriérés de contribution des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours était de 1,6 %; toutefois au 6 octobre, le taux de recouvrement pour l'année précédente est passé à 7,2 % après réception de contributions supplémentaires importantes. Par rapport aux contributions des années antérieures, le taux de recouvrement s'établissait à 9,9 % au 30 septembre 2010 et à 4,1 % au 30 septembre 2009;
- g) Le montant des contributions non acquittées se chiffrait à 131,1 millions d'euros, comme le montre l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 121,3 millions d'euros au 30 septembre 2010 et 122,6 millions d'euros au 30 septembre 2009;
- h) Le solde du Fonds de roulement s'établissait à 7 423 030 euros mais, au 30 septembre 2011, un montant de 4 737 euros n'y avait pas encore été versé;
- i) Le 13 septembre 2011, Tuvalu est devenu membre de l'ONUDI avec un barème des quotes-parts de 0,001 %;
- j) Des informations sur l'état des contributions et l'exercice du droit de vote au 15 novembre 2011 seront présentées dans un document de séance.

II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2010-2011

Budget ordinaire

2. Le taux global d'exécution du budget ordinaire se chiffrait à 77,7 % des crédits ouverts en montant brut, ce qui fait apparaître une hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent (76,2 %). Le taux d'exécution devrait augmenter en raison des engagements de dépenses supplémentaires ayant trait aux services de conférence et aux services communs connexes en rapport avec la session de la Conférence générale, qui seront effectués avant la fin de l'année.

3. Au 30 septembre 2011, les allocations de crédits pour l'ensemble de l'exercice biennal se montaient à 159,0 millions d'euros, soit 98,3 % du montant brut des prévisions de dépenses; les dépenses engagées s'établissaient à 125,73 millions d'euros.

Budget opérationnel

4. Au 30 septembre 2010, les dépenses imputées sur le budget opérationnel s'établissaient à 17,0 millions d'euros. Au cours de l'exercice biennal précédent, elles s'étaient inscrites à 15,8 millions d'euros durant la même période.

5. Au cours du troisième trimestre 2011, les dépenses relatives à l'exécution des activités de coopération technique ont dépassé le niveau record de 2010 relevé pendant la même période, pour atteindre 123,5 millions de dollars des États-Unis (engagements de dépenses compris). Les recettes provenant du remboursement des dépenses d'appui et autres recettes pendant cette période ont atteint 9,1 millions d'euros.

Gestion des bâtiments

6. Le budget du Service des bâtiments est exécuté conformément au programme de travail en vigueur.

7. Un montant initial de 64,1 millions d'euros a été alloué au titre de l'exercice biennal pour la gestion des bâtiments.

8. Au 30 septembre 2011, les dépenses engagées s'élevaient à 36,8 millions d'euros, contre 35,6 millions d'euros au cours de la même période du précédent exercice biennal.

III. Contributions

A. Recouvrement

9. Au total, 67 États Membres, dont 8 font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions et 39 États Membres, dont 10 PMA, ont soit effectué des versements partiels, soit vu leur quote-part réduite au

titre du reversement des soldes inutilisés pour 2011. Les contributions recouvrées pour la période allant de janvier à septembre 2011, ventilées par liste d'États, sont récapitulées au tableau 1.

Tableau 1
Recouvrement des contributions, janvier- septembre 2011
(en millions d'euros)

<i>Liste d'États*</i>	<i>Année en cours</i>	<i>Années antérieures</i>	<i>Total</i>
A	5,21	0,49	5,70
B	51,04	0,07	51,11
C	0,16	0,42	0,58
D	2,80	0,24	3,04
Autres	0,00	0,01	0,01
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00
Ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
Total	59,21	1,23	60,44

* Voir document IDB.36/25.

B. Contributions non acquittées

10. L'état détaillé des contributions non acquittées au 30 septembre 2011 est récapitulé à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2
Quotes-parts et contributions non acquittées au 30 septembre 2011

<i>Liste d'États*</i>	<i>Quotes-parts (%)</i>	<i>Millions d'euros</i>		
		<i>Année en cours</i>	<i>Années antérieures</i>	<i>Total</i>
A	16,494	4,54	2,57	7,11
B	73,610	9,89	0,47	10,36
C	6,079	4,54	32,40	36,94
D	3,807	0,11	5,01	5,12
Autres	0,010	0,01	0,36	0,37
Total partiel	100,000	19,09	40,81	59,90
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
Ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
Total	100	19,09	111,96	131,05

* Voir document IDB.36/25.

IV. Droit de vote

11. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 38 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 30 septembre 2011, conformément à

l'Article 5.2 de l'Acte constitutif et à l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier, contre 41 pays au 30 septembre 2010. La situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs est présentée au tableau 3.

Tableau 3

Suspension de l'exercice du droit de vote au 30 septembre 2011

Organe	Nombre d'États Membres		
	2011	2010	2009
Conférence générale	38	41	38
Conseil du développement industriel	3	3	2
Comité des programmes et des budgets	3	3	0

12. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2011, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2008 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2009, soit un montant total minimum de 13 941 110 euros.

V. Plans de paiement pluriannuels

13. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et reconnaît les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté leurs engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de présenter des plans de paiement afin de les réduire progressivement.

Tableau 4

État des plans de paiement au 30 septembre 2011

(Montants en euros)

État Membre	Montant total des arriérés faisant l'objet du plan*	Montant restant à acquitter au 30/9/2011	Montants reçus ou dus en 2011	Durée (années)	Date de la tranche due en 2011 (mois)	Tranche due	Versement effectué en 2011
Azerbaïdjan	1 269 247	118 546	131 168	10	Mai	Neuvième	Reçu
Brésil	25 577 384	20 571 385	5 797 204	5	Juin	Deuxième	Programmé
République de Moldova	878 231	438 669	88 531	10	Juin	Cinquième	Reçu
Total	27 724 862	21 128 600	6 016 903				

* Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres

14. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis d'Amérique (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour

l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat s'efforce d'obtenir le versement de ces arriérés.

VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts et intérêts en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget

15. Des renseignements sur les soldes inutilisés des crédits ouverts ont été communiqués dans le document IDB.39/12. D'autres renseignements figureront dans le document GC.14/18.

VIII. Mesures à prendre par la Conférence

16. La Conférence générale pourrait envisager d'adopter le projet de décision suivant:

“La Conférence générale:

- a) Prend note des informations figurant dans le document GC.14/7;
- b) Prie instamment les États Membres et anciens États Membres qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris pour ce qui est des avances au Fonds de roulement et des arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard;
- c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses contacts avec les États Membres et les anciens États Membres, afin d'assurer le recouvrement des arriérés.”

Annexe

État des contributions au budget ordinaire au 30 septembre 2011 (en euros)

États Membres	Contributions non acquittées	Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011	Montant total dû	Années	Droit de vote ^a	Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote
Afghanistan	709	0	709	2011P	Oui	0
Afrique du Sud	0	0	0	-	Oui	0
Albanie	6 178	0	6 178	2011P	Oui	0
Algérie	0	0	0	-	Oui	0
Allemagne	0	0	0	-	Oui	0
Angola	8 692	0	8 692	2009P	Oui	0
Arabie saoudite	804 689	0	804 689	2011P	Oui	0
Argentine	2 209 628	0	2 209 628	2007P	Non	1 152 460
Arménie	913 268	0	913 268	1992P	Non	906 400
Autriche	0	0	0	-	Oui	0
Azerbaïdjan	118 546	0	118 546	1999P	Oui	Plan de paiement
Bahamas	0	0	0	-	Oui	0
Bahreïn	0	0	0	-	Oui	0
Bangladesh	0	0	0	-	Oui	0
Barbade	10 071	0	10 071	2011P	Oui	0
Bélarus	0	0	0	-	Oui	0
Belgique	0	0	0	-	Oui	0
Belize	3 649	0	3 649	2007P	Non	1 460
Bénin	504	0	504	2011P	Oui	0
Bhoutan	712	0	712	2011P	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	24 829	0	24 829	2008P	Non	6 270
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	-	Oui	0
Botswana	0	0	0	-	Oui	0
Brésil	20 571 385	0	20 571 385	1998P	Non	Plan de paiement
Bulgarie	0	0	0	-	Oui	0
Burkina Faso	0	0	0	-	Oui	0
Burundi	50 199	0	50 199	1995P	Non	48 010
Cambodge	708	0	708	2011P	Oui	0
Cameroun	11 980	0	11 980	2010P	Oui	0
Cap-Vert	52 101	0	52 101	1995P	Non	49 890
Chili	172 822	0	172 822	2011P	Oui	0
Chine	2 887 157	0	2 887 157	2011P	Oui	0
Chypre	0	0	0	-	Oui	0
Colombie	108 077	0	108 077	2011P	Oui	0
Comores	140 716	0	140 716	1986P	Non	138 530
Congo	0	0	0	-	Oui	0
Costa Rica	315 196	0	315 196	1999P	Non	212 430
Côte d'Ivoire	0	0	0	-	Oui	0
Croatie	0	0	0	-	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Cuba	116 577	0	116 577	2010P	Oui	0
Danemark	0	0	0	-	Oui	0
Djibouti	99 622	0	99 622	1991P	Non	97 440
Dominique	5 796	0	5 796	2004P	Non	3 605
Égypte	0	0	0	-	Oui	0
El Salvador	348 104	1 925	350 029	1988	Non	286 610
Émirats arabes unis	0	0	0	-	Oui	0
Équateur	22 195	0	22 195	2011P	Oui	0
Érythrée	712	0	712	2011P	Oui	0
Espagne	3 196 954	0	3 196 954	2011P	Oui	0
Éthiopie	3 047	0	3 047	2011P	Oui	0
ex-République yougoslave de Macédoine	14 858	0	14 858	2009P	Oui	0
Fédération de Russie	0	0	0	-	Oui	0
Fidji	2 969	0	2 969	2011P	Oui	0
Finlande	0	0	0	-	Oui	0
France	0	0	0	-	Oui	0
Gabon	24 844	0	24 844	2009P	Oui	0
Gambie	64 524	0	64 524	1994P	Non	62 340
Géorgie	1 611 591	0	1 611 591	1992P	Non	1 602 390
Ghana	4 614	0	4 614	2011P	Oui	0
Grèce	1 114 767	0	1 114 767	2010P	Oui	0
Grenade	49 481	0	49 481	1995P	Non	47 300
Guatemala	65 581	0	65 581	2010P	Oui	0
Guinée	1 980	0	1 980	2010P	Oui	0
Guinée-Bissau	122 847	0	122 847	1988P	Non	120 660
Guinée équatoriale	2 273	0	2 273	2011P	Oui	0
Guyana	129	0	129	2011P	Oui	0
Haïti	0	0	0	-	Oui	0
Honduras	5 557	0	5 557	2010P	Oui	0
Hongrie	0	0	0	-	Oui	0
Inde	0	0	0	-	Oui	0
Indonésie	0	0	0	-	Oui	0
Iran (République islamique d')	190 812	0	190 812	2011P	Oui	0
Iraq	0	0	0	-	Oui	0
Irlande	0	0	0	-	Oui	0
Israël	0	0	0	-	Oui	0
Italie	5 458 100	0	5 458 100	2011P	Oui	0
Jamaïque	10 862	0	10 862	2011P	Oui	0
Japon	0	0	0	-	Oui	0
Jordanie	0	0	0	-	Oui	0
Kazakhstan	0	0	0	-	Oui	0
Kenya	14 801	0	14 801	2010P	Oui	0
Kirghizistan	380 388	0	380 388	1993P	Non	378 960
Koweït	0	0	0	-	Oui	0
Lesotho	1 960	0	1 960	2009P	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Liban	36 636	0	36 636	2011P	Oui	0
Libéria	108 266	0	108 266	1990P	Non	106 080
Libye	64 914	0	64 914	2011P	Oui	0
Lituanie	60 729	0	60 729	2010P	Oui	0
Luxembourg	0	0	0	-	Oui	0
Madagascar	4 528	0	4 528	2010P	Oui	0
Malaisie	204 544	0	204 544	2011P	Oui	0
Malawi	81	0	81	2011P	Oui	0
Maldives	1 809	0	1 809	2009P	Oui	0
Mali	1 491	0	1 491	2010P	Oui	0
Malte	18 669	0	18 669	2011P	Oui	0
Maroc	0	0	0	-	Oui	0
Maurice	0	0	0	-	Oui	0
Mauritanie	82 846	0	82 846	1992P	Non	80 660
Mexique	11 704 552	0	11 704 552	2007P	Non	4 366 610
Monaco	0	0	0	-	Oui	0
Mongolie	0	0	0	-	Oui	0
Monténégro	0	0	0	-	Oui	0
Mozambique	0	0	0	-	Oui	0
Myanmar	42 944	0	42 944	2005P	Non	26 720
Namibie	6 171	0	6 171	2011P	Oui	0
Népal	5 528	0	5 528	2010P	Oui	0
Nicaragua	146 926	149	147 075	1986P	Non	140 210
Niger	102 209	0	102 209	1991P	Non	100 020
Nigéria	47 074	0	47 074	2011P	Oui	0
Norvège	0	0	0	-	Oui	0
Nouvelle-Zélande	0	0	0	-	Oui	0
Oman	0	0	0	-	Oui	0
Ouganda	9 140	0	9 140	2009P	Oui	0
Ouzbékistan	478 842	0	478 842	1997P	Non	453 260
Pakistan	63 572	0	63 572	2011P	Oui	0
Panama	1 398	0	1 398	2011P	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	31 089	0	31 089	2003P	Non	24 230
Paraguay	5 561	0	5 561	2010P	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	-	Oui	0
Pérou	7 532	0	7 532	2011P	Oui	0
Philippines	0	0	0	-	Oui	0
Pologne	0	0	0	-	Oui	0
Portugal	568 548	0	568 548	2011P	Oui	0
Qatar	91 730	0	91 730	2011P	Oui	0
République arabe syrienne	0	0	0	-	Oui	0
République centrafricaine	117 537	0	117 537	1989P	Non	115 350
République de Corée	0	0	0	-	Oui	0
République de Moldova	438 669	0	438 669	1995P	Oui	Plan de paiement
République démocratique du Congo	148 410	0	148 410	1989P	Non	139 205

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
République démocratique populaire lao	0	0	0	-	Oui	0
République dominicaine	577 422	2 125	579 547	1986	Non	502 505
République populaire démocratique de Corée	7 317	0	7 317	2011P	Oui	0
République tchèque	0	0	0	-	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	24	0	24	2011P	Oui	0
Roumanie	0	0	0	-	Oui	0
Royaume-Uni	0	0	0	-	Oui	0
Rwanda	713	0	713	2011P	Oui	0
Sainte-Lucie	2 199	0	2 199	2009P	Oui	0
Saint-Kitts-et-Nevis	3 120	0	3 120	2007P	Non	930
Saint-Vincent-et-les Grenadines	117 007	0	117 007	1989P	Non	114 820
Samoa	0	0	0	-	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	140 716	0	140 716	1986P	Non	138 530
Sénégal	3 457	0	3 457	2009P	Oui	0
Serbie	0	0	0	-	Oui	0
Seychelles	3 502	0	3 502	2010P	Oui	0
Sierra Leone	0	0	0	-	Oui	0
Slovaquie	0	0	0	-	Oui	0
Slovénie	0	0	0	-	Oui	0
Somalie	140 715	0	140 715	1986P	Non	138 530
Soudan	21 826	0	21 826	2009P	Oui	0
Sri Lanka	17 087	0	17 087	2011P	Oui	0
Suède	0	0	0	-	Oui	0
Suisse	0	0	0	-	Oui	0
Suriname	0	0	0	-	Oui	0
Swaziland	4 419	0	4 419	2010P	Oui	0
Tadjikistan	119 216	0	119 216	1995P	Non	117 030
Tchad	100 644	0	100 644	1991P	Non	98 460
Thaïlande	0	0	0	-	Oui	0
Timor-Leste	675	0	675	2011P	Oui	0
Togo	50 051	0	50 051	1995P	Non	47 870
Tonga	1 827	0	1 827	2009P	Oui	0
Trinité-et-Tobago	0	0	0	-	Oui	0
Tunisie	0	0	0	-	Oui	0
Turkménistan	249 252	538	249 790	1995	Non	231 230
Turquie	0	0	0	-	Oui	0
Ukraine	1 949 104	0	1 949 104	1998P	Non	1 801 890
Uruguay	29 147	0	29 147	2011P	Oui	0
Vanuatu	84 403	0	84 403	1992P	Non	82 215
Venezuela (République bolivarienne du)	304 450	0	304 450	2010P	Oui	0
Viet Nam	0	0	0	-	Oui	0
Yémen	14 649	0	14 649	2010P	Oui	0
Zambie	0	0	0	-	Oui	0
Zimbabwe	0	0	0	-	Oui	0

<i>États Membres</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement pour 2011</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Total partiel:	59 892 649	4 737	59 897 386			13 941 110
Ex-Yougoslavie ^b	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		
État non membre:						
États-Unis d'Amérique ^c	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
TOTAL	131 043 135	4 737	131 047 872			13 941 110
Nouveau membre:						
Tuvalu	783	74	857	2011	Oui	0

Notes:

(P) Versement partiel.

^a Conformément au paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, le droit de vote de 38 États Membres a été suspendu.

^b Contribution sur le point d'être réglée (résolution 63/249 de l'Assemblée générale).

^c État Membre de l'Organisation jusqu'au 31 décembre 1996.

<i>État récapitulatif des contributions non acquittées par exercice/par année</i>	<i>Euros</i>
1986/1987	90 872
1988/1989	164 200
1990/1991	1 109 378
1992/1993	1 508 191
1994/1995	40 990 421
1996/1997	31 783 930
1998/1999	4 173 003
2000/2001	3 485 628
2002/2003	4 382 340
2004/2005	4 659 585
2006/2007	7 082 931
2008/2009	7 841 735
Total partiel:	107 272 213
2010	4 682 357
2011	19 088 565
TOTAL	131 043 135